

HÔPITAUX

La grève s'enlise

Hier, 11h30, EPSP Sidi-M'Hamed, unité Lounes-Maâmar. Il n'y a pas une grande affluence des malades en ce début de matinée. En fait, les patients viennent et repartent quelques secondes plus tard. Et pour cause, les médecins et dentistes du centre sont en grève illimitée.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - «SVP, laissez-moi voir le médecin. La fièvre de mon gamin m'inquiète», n'a cessé de supplier une dame, la quarantaine, en interpellant l'agent de sécurité qui lui refusait l'accès à la salle de consultations.

Cette mère, qui est déjà en colère contre son fils dont elle découvre des brûlures causées par des pétards, a du mal à retenir ses larmes devant le fait de repartir chez-elle sans faire ausculter son gamin.

Elle s'assoit sur le banc pour reprendre son souffle,

pendant qu'une infirmière a pris l'initiative de venir voir l'enfant et lui prendre sa tension et la température. «Ne vous inquiétez pas madame, ce n'est pas trop méchant», la rassure-t-elle.

Alors que nous discutons avec quelques autres malades qui nous racontaient leurs déboires quotidiens à faire des allers-retours entre les hôpitaux et les établissements de santé de proximité, une autre dame, entre dans le centre, laissant apparaître une inquiétude sur son visage : «C'est mon fils, il a deux ans



Photo : Samir Sid

Les praticiens de la santé décidés à maintenir la pression sur les pouvoirs publics.

et demi et souffre de douleurs au niveau de son oreille gauche», explique-t-elle à l'adresse de l'agent qui l'interrogeait sur le motif de sa visite. Elle aussi n'est pas autorisée à entrer dans la salle des examens.

Avisée de notre présence sur les lieux, les médecins et dentistes en grève ont accepté de nous recevoir. Ce sont toutes des femmes. La plus jeune d'entre elles n'a pas moins de quinze années d'exercice dans ce centre.

«Nous luttons pour nos droits», nous dira l'une d'entre elles, avant même que nous prenions place. «Nous sommes en grève depuis quinze jours et nous poursuivrons notre mouvement jusqu'au bout», ajoute-t-elle.

Quoique le bout du tunnel, pour les praticiens de la santé publique, n'est pas encore visible. «Ce qui nous révolte davantage, c'est ce laxisme des autorités. Ce mépris affiché envers nous», enchaîne une autre

praticienne. «J'ai passé 29 ans de ma vie au service de la santé. Je vais bientôt partir en retraite, avec un salaire minable. J'avoue qu'en début de ma carrière, je ne pensais pas beaucoup à l'argent, mais aujourd'hui, j'ai peur de ne pas pouvoir vivre avec une retraite indécente», s'inquiète cette dernière qui prend exemple de la situation de misère que vivent les retraités.

«Ma collègue dentiste va bientôt aller en retraite avec un salaire de 19 000 DA.

Après 32 ans de travail. C'est scandaleux», s'insurge une de nos interlocutrices, décidée avec ses collègues à maintenir la pression sur les pouvoirs publics. «Nous savons que nos salaires seront touchés et nous sommes préparées pour cela. Mais d'ici un ou deux mois quand la population sera lassée de cette situation de non-droit, elle se soulèvera aussi et demandera des comptes», affirme-t-on. «Tous les habitants me connaissent pour ma loyauté. Ils nous soutiennent mais, eux aussi, ils sont fatigués», a ajouté la praticienne. Ce constat, nous l'avons entendu également dans d'autres centres de la capitale. Les citoyens sont de plus en plus nombreux à manifester leur colère, non pas contre les médecins mais contre l'Etat qui continue à faire la sourde oreille envers les revendications des praticiens de la santé publique.

Pour rappel, les praticiens de la santé sont en grève depuis quinze jours, à l'appel du Syndicat national de la santé publique.

R. M.

Les professeurs et docents mécontents

Le Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM) organise aujourd'hui une assemblée générale afin de faire le point sur les dernières négociations établies avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et qui ont porté essentiellement sur l'attribution d'une indemnité spécifique aux hospitalo-universitaires. Plusieurs semaines sont passées et aucune information fiable n'a encore filtré sur les modalités et les conditions de l'octroi de cette prime. Ne pouvant plus patienter, après les promesses, les professeurs et docents ont décidé de demander des éclaircissements sur la question.

Une reprise d'un mouvement de protestation n'est toutefois pas écartée, apprend-on de ce milieu syndical.

R. M.

GROGNE CHEZ LES PARAMÉDICAUX AU CHU DE CONSTANTINE

L'administration pointée du doigt

Des perturbations devraient gêner le fonctionnement du Centre hospitalo-universitaire de Constantine (CHUC), vu la grogne qui grandit au sein des paramédicaux.

Ces derniers ont décrié, par le biais de leurs représentants syndicaux organisés sous l'égide du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) qui ont tenu hier une conférence de presse au siège de l'organisation situé au Chuc, les conditions de travail «pénibles» à l'intérieur de cet établissement sanitaire. Et qui renseignent, selon leurs termes, sur la mauvaise gestion de la structure.

D'après le responsable de l'organique de la section locale du SAP, l'on peut énumérer les problèmes auxquels ses pairs font face en cinq points essentiels, à savoir : la mauvaise répartition du personnel paramédical à travers les 54 services du CHUC pour des raisons de complaisance, les sanctions abusives à l'encontre des infirmiers, le manque d'hygiène, l'insécurité à l'intérieur de CHU et le flou qui entoure la gestion des œuvres sociales.

Un constat amer en dépit des engagements pris par l'administration pour régler ces problèmes.

Des engagements consignés, selon les conférenciers, sur des procès-verbaux qui ont été affichés à l'intention des fonctionnaires de l'établissement.

«C'est voulu par l'administration, la direction générale et la direction des ressources humaines, qui visent à nous discréditer devant nos adhérents», avancera le secrétaire général de la section syndicale.

«Sinon, comment peut-on expliquer, ajoutera le syndicaliste, l'attitude de cette administration qui fait la sourde oreille à nos doléances ? Pourtant, enchaînera-t-il, les lois sont claires, que ce soit en matière de répartition du personnel ou en ce qui concerne l'application des clauses relatives aux sanctions.

En tout cas, les conférenciers ont tenu à donner des exemples «parlants» pour raconter le «marasme» qu'ils vivent quotidiennement.

«Comment se fait-il que les urgences chirurgicales, un service chaud de par la complexité des tâches attribuées aux paramédicaux surtout en réanimation, ne disposent que de huit infirmiers qui font tout le travail alors que le service de dermatologie est doté d'une bonne vingtaine de paramédicaux.

Pis encore, une seule infirmière s'occupe la nuit des enfants malades en

pédiatrie», dira-t-il. Et de continuer : «L'administration fait dans la complaisance pour muter des favoris vers des services où la charge de travail est moins intense.

Et tout cela se répercute négativement sur la qualité des soins. En un mot, les malades sont en danger au CHUC.»

Dans le même sillage, une infirmière de la maternité a dénoncé le manque flagrant d'hygiène en attirant l'attention sur les risques que posent les «rats» sur la santé des nouveaux-nés et des femmes enceintes au service accouchement.

Elle a même évoqué un incident où un «serpent», qui pèse cinq kilos, aurait provoqué, il y a quelques mois, la panique parmi les malades après avoir infiltré la salle d'accouchement.

Pour sa part, une infirmière du service des urgences chirurgicales a fait l'objet d'une agression à l'arme blanche, vers 3 h du matin en allant de la chambre de garde vers le bloc opératoire qui se trouve à l'étage inférieur.

Une agression perpétrée par un «délinquant en état d'ébriété» et qui lui a valu une incapacité de 10 jours selon le rapport du médecin légiste qui a constaté une plaie de 4 cm de profondeur à la cuisse droite. «Les portes du CHU sont censées être fermées à cette

heure de la journée. A qui incombe la responsabilité ?» s'interrogera-t-elle avant d'affirmer que l'administration n'a nullement réagi pour plaider sa cause devant la justice.

Sur un autre plan, les syndicalistes du SAP, qui ont annoncé la tenue d'une assemblée générale de leur syndicat aujourd'hui (une réunion qui reste tributaire de la délivrance de l'autorisation administrative) au CHU pour débattre de la situation et des actions à entreprendre, ont également dénoncé le «flou» qui entoure la gestion des œuvres sociales dont le président de la commission est sous contrôle judiciaire, et se sont interrogés sur sa position réglementaire à la tête de cette instance qui n'a pas jugé utile de rendre compte aux travailleurs depuis 2004.

D'autant plus que certains travailleurs du CHU n'ont perçu aucun sou depuis 2007 dans le cadre des allocations de scolarité, mariages, circoncisions...

Bref, «un constat des plus compromettants qui met la santé du malade en jeu à moins que l'administration ne daigne dialoguer avec ses partenaires sociaux en vue de désamorcer la situation», conclura le SG de la section locale du SAP.

L. H.

PROTESTATION DU CNES À L'USTO Vers la saisine du Conseil d'État

Un peu plus de 80 enseignants de l'USTO ont observé, hier en fin de matinée, un rassemblement de protestation devant la tour administrative de l'université.

Ce mouvement qui a été suivi par un point de presse sur le lieu du rassemblement, vise à dénoncer ce que les enseignants qualifient de graves atteintes au droit syndical. Le rectorat de l'USTO a, pour rappel, il y a un peu plus d'un mois, déposé une plainte à l'encontre de deux représentants syndicaux du CNES, pour geler l'activité de la nouvelle section des enseignants, qu'il qualifiait d'illégal. Aujourd'hui, alors que la chambre administrative doit statuer sur le fond, les enseignants accusent et mettent en garde. «Il ne s'agit pas de l'affaire de deux enseignants, cela concerne tous les enseignants, car ce qui est recherché c'est enlever aux enseignants le libre exercice du droit syndical... On veut leur ôter le droit d'élire librement leurs représentants et leur syndicat», déclare un représentant du CNES.

Le CNES estime que ce qui se passe à l'USTO n'est pas une initiative propre au recteur, mais vient du ministère. Ces derniers détiennent pour preuve la note ministérielle affichée à l'université de Mascara, où il est stipulé que le CNES n'a pas le droit de procéder à l'élection d'une nouvelle section, sans la présence de membres du bureau national de la direction du CNES. «C'est là une ingérence grave de la tutelle dans les affaires internes du syndicat», nous déclare-t-on encore. Face à cette situation, les enseignants membres du CNES, sous le conseil d'un de leurs avocats, envisagent de demander au ministre de retirer et d'annuler cette instruction inique. Dans le cas contraire, ils saisiront le Conseil d'Etat, comme cela est prévu par la loi, ont expliqué les représentants du CNES.

Fayçal M.